

Séance du Conseil communal du 25 mars 2013

N° 01.- EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES RESOLUTIONS PRISES AU COURS DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 JANVIER 2013.

M. ELSSEN, Bourgmestre;

M. BREUWER, Président du C.P.A.S.;

Mmes et MM. PITANCE, MOSON, DEGIVES-RENIER, ~~DEGEY~~, LEGROS, VAN HEES-LUYPAERTS, ORBAN, Echevins et Echevines;

Mme POLIS-PIRONNET, Présidente de l'Assemblée;

Mmes et MM. ~~DESAMA~~, BOTTERMAN, VAN DE WAUWER, TARGNION, AYDIN, NYSSSEN, ISTASSE, ~~WATHELET~~, BEN ACHOUR, CARTON, PIRON, GILSON, LAMBERT, MESTREZ, CELIK, OZER, DUMOULIN, VOISIN, BERRENDORF, DENIS, EL ABBADI, KRIESCHER, NAJI, VROMEN, SCHROUBEN, LEONARD, DARRAJI, Conseillers et Conseillères;

M. DEMOLIN, Secrétaire.

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19 HEURES 39.

LE CONSEIL,

A l'unanimité des membres présents,

ENTEND

M. DEMOLIN, Secrétaire communal, déclarer que les points n° 35 et 36 de l'ordre du jour seront examinés au début du huis clos (n° 73 bis et 73 ter).

0005 N° 01.- PROCES-VERBAL DES RESOLUTIONS PRISES AU COURS DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 OCTOBRE 2012.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

APPROUVE

ledit procès-verbal.

0006 N° 02.- PROCES-VERBAL DES RESOLUTIONS PRISES AU COURS DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26 NOVEMBRE 2012.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

APPROUVE

ledit procès-verbal.

0007 N° 03.- PROCES-VERBAL DES RESOLUTIONS PRISES AU COURS DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 3 DECEMBRE 2012.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

APPROUVE

ledit procès-verbal.

0008 N° 04.- UNION DES VILLES ET COMMUNES, A.S.B.L. - Mandature 2013-2018 - Assemblée générale - Désignation d'un représentant de la Ville.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

M. MOSON Pierre, Echevin-Conseiller communal, en qualité de représentant de la Ville à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. "Union des Villes et Communes de Wallonie", pour la durée de la législature 2013-2018.

0009

N° 05.- POLICE ADMINISTRATIVE - Ordonnance de police relative à l'installation et à l'exploitation des terrasses - Modification (introduction de sanctions administratives).

Entendu l'intervention de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO, qui motive le vote d'opposition de son Groupe qui estime que la matière est insuffisante pour ce type de comportements;

Entendu la réponse du Bourgmestre qui estime qu'il convient de garantir un maximum de propreté et faire rentrer ce dispositif dans une procédure de sanctions progressives;

Par 31 voix contre 3.

ADOPTE

comme suit le texte de l'ordonnance de police administrative générale relative à l'installation et à l'exploitation des terrasses :

POLICE ADMINISTRATIVE - Ordonnance de police administrative générale relative à l'installation et à l'exploitation des terrasses

Art. 1.- Au sens de la présente ordonnance, on entend par "terrasse" un ensemble de mobilier amovible occupant le domaine public ou longeant ce dernier, susceptible d'être enlevé immédiatement tout comme les éventuels dispositifs physiques la délimitant. N'est pas visé par cette disposition le mobilier visé à l'article 5 § 2.

Art. 2.- Tout exploitant d'un restaurant, snack ou débit de boissons généralement quelconque qui souhaite installer une terrasse sur le domaine public ou en bordure de celui-ci doit en faire la demande par écrit au Bourgmestre au moins UN MOIS avant l'installation de la dite terrasse. Cette demande comportera un plan et un descriptif de la terrasse souhaitée (superficie, type de mobilier, mode de sécurisation des parasols, nombre de poubelles et tous autres éléments susceptibles de permettre une juste évaluation de la demande par les services concernés).

Art. 3.- Le Bourgmestre, après consultation et avis des Services concernés par l'installation de la terrasse l'autorise ou la refuse. Les motifs de refus seront notifiés au demandeur.

Art. 4.- Si l'autorisation est délivrée, l'installation de la terrasse se fera en tenant compte de la superficie déterminée par le service compétent en matière de police administrative et mise en application par les agents dûment mandatés dont les placiers communaux. Dans tous les cas, un cheminement devra rester libre pour la circulation des usagers et cela suivant les règles définies par le CWATUP en son article 415/16. Toute extension de la terrasse devra faire l'objet d'une demande telle que visée à l'article 2 de la présente ordonnance.

Art. 5.- Les parasols sont autorisés pour autant que leur structure garantisse leur stabilité notamment lors de bourrasques ou d'averses violentes. Les tonnelles, chapiteaux, estrades, barbecues, rôtissoires, comptoirs, distributeurs automatiques quelconques, chauffages d'appoint ou autres dispositifs similaires sont interdits mais peuvent être exceptionnellement autorisés par le Bourgmestre lors de manifestations festives ou d'événements ponctuels pour la seule durée de ceux-ci.

Art. 6.- Le mobilier sera disposé de telle façon qu'il garantisse en permanence pour les usagers de la voie publique, en bordure de la terrasse ou - tenant compte du lieu de son installation, à travers celle-ci - un passage libre de tout obstacle et présentant au minimum une largeur d'au moins 1,5 mètre ; cette largeur pouvant être augmentée en fonction de la localisation de la terrasse.

Au sein d'une même terrasse, le mobilier présentera une certaine uniformité de structure et de couleurs et devra être propre, entretenu régulièrement et ne devra pas présenter d'aspérités susceptibles de blesser les usagers de la voie publique ou les consommateurs.

Tout le mobilier sera remis chaque soir, soit à l'intérieur de l'établissement, soit dans un endroit qui sera déterminé par les placiers. Lors de sa remise, les divers éléments le constituant seront solidarisés entre eux aux moyens de

chaînes, cordes ou de tout autre dispositif ; il sera spécialement veillé à ce que le mobilier remisé ne constitue pas un danger ou une entrave pour les usagers de la voie publique.

A la fin de la saison en tenant compte des conditions climatiques, sur décision du Bourgmestre et sur injonction des placiers, tout le mobilier sera évacué du domaine public et pourra à nouveau être installé dans les mêmes conditions sans pour autant dans ce cas que ne soit introduite une demande telle que visée à l'article 2 de la présente ordonnance.

Art. 7.- L'exploitant d'une terrasse la gérera en bon père de famille en veillant notamment à la propreté, à la salubrité et à l'hygiène du site occupé mais également de ses abords immédiats.

Un cendrier sera présent sur chaque table occupée de la terrasse et, au minimum, une poubelle sera présente sur la terrasse ou aux abords immédiats de celle-ci. Cendriers et poubelle seront régulièrement vidés de leur contenu et nettoyés.

Lors de la remise de la terrasse en soirée, le site occupé et ses abords immédiats seront obligatoirement balayés et débarrassés des déchets de toutes natures qui les joncheraient. Ceux-ci évacués sans utilisation des poubelles publiques ou des avaloirs d'égouts.

Art. 8.- La couverture en responsabilité civile objective couvrant obligatoirement l'établissement devra être étendue à la partie couverte de la terrasse. La preuve de l'existence d'une police d'assurance en cours de validité devra être produite à la moindre réquisition d'un agent qualifié.

Art. 9.- L'autorisation d'installation d'une terrasse est toujours accordée à titre précaire et peut être retirée par le Bourgmestre dans les cas suivants dont la liste n'est cependant pas exhaustive :

- non respect des modalités de paiement de la redevance sur les terrasses selon le prescrit de l'article 4 du règlement - redevance communal pour occupation du domaine public par les terrasses d'établissement accessibles au public ;
- non respect des conditions d'installation et/ou d'exploitation de la terrasse selon le prescrits des articles visés supra;
- troubles de l'ordre, de la salubrité et de la tranquillité publics générés par l'exploitation de l'établissement ou de la seule terrasse ;
- refus de se conformer aux instructions données par les agents qualifiés;
- l'absence d'une assurance en responsabilité civile objective en cours de validité.

Art.10.- Lors de manifestations dûment autorisées par l'autorité communale quelle qu'en soit leur nature, l'autorisation d'exploitation de la terrasse pourra être suspendue, soit partiellement, soit dans sa totalité sans pour autant que cette disposition ne génère dans le chef de l'exploitant l'ouverture à un droit d'indemnisation généralement quelconque.

L'évacuation du mobilier, en tout ou en partie, pourra également être imposée en fonction des circonstances et de la nature de la manifestation.

Art.11.- Sans préjudice de l'application des dispositions des règlements coordonnés de la zone de police "Vesdre", les infractions aux dispositions prescrites par la présente ordonnance seront passibles de sanctions administratives.

Art. 12.- A titre transitoire, les terrasses exploitées lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et répondant aux prescrits de cette dernière bénéficieront d'office d'une autorisation dans le chef de leur exploitant actuel.

Art. 13.- Une évaluation annuelle de la situation des différentes terrasses sera effectuée.

Art. 14.- A la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'ordonnance de police relative à l'installation et à l'exploitation des terrasses adoptée par le Conseil communal en sa séance du 25 mai 2009 telle que modifiée par le Conseil communal du 27 juin 2011 est abrogée.

- 0010 N° 06.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (interdiction partielle du stationnement, rue Sauvage n° 23).**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 ARRETE :
 Art. 1.- Le stationnement des véhicules est interdit rue Sauvage, du côté impaire, sur une distance de d'un mètre cinquante de part et d'autre du garage sis au n° 23 de ladite voirie. Cette mesure sera matérialisée par le traçage au sol de lignes jaunes discontinues.
- 0011 N° 07.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (interdiction partielle du stationnement, rue de Dinant n° 10 - 10A).**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 ARRETE :
 Art. 1.- Le stationnement des véhicules est interdit, côté pair, rue de Dinant n° 10-10A, sur une distance de 1,5 mètre de part et d'autre du garage. Cette mesure sera matérialisée par le traçage au sol de lignes jaunes discontinues.
- 0012 N° 08.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'une zone de stationnement réservée aux véhicules de nettoyage, rue du Marteau n° 59).**
Entendu l'intervention de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO, qui motive l'opposition de son Groupe;
Entendu la réponse de M. le Bourgmestre qui rappelle que le dispositif est pertinent;
Par 31 voix contre 3.
 DECIDE :
 Art. 1.- Dans la zone de stationnement existante, rue du Marteau, est créée une zone réservée aux véhicules de nettoyage, à hauteur de l'immeuble numéroté 59, sur une distance de 10 mètres. Cette mesure sera matérialisée aux moyens du signal routier E1 avec panneaux additionnels du type V portant mentions "Excepté véhicules de nettoyage" et des marquages appropriés.
- 0013 N° 09.- POLICE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'une zone de livraisons, rue de la Vesdre).**
Entendu l'intervention de Mme TARNIGNON, Chef de Groupe P.S., qui suggère au Collège de réaliser un cadastre pour ce type de zone, ce qui serait intéressant en terme de pertinence;
A l'unanimité des suffrages des membres présents;
 ARRETE :
 Art. 1.- Dans la zone de stationnement existante, rue de la Vesdre, côté des immeubles numérotés pairs, est créée une zone de livraisons, à proximité de l'immeuble n° 30 (S.P.R.L. "Groulard et Frères"), du lundi au vendredi de 07h30 à 19h00 et le samedi de 07h30 à 12h00 sur une distance de 12 mètres.
- 0014 N° 10.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'une zone bleue, rue Stembert n° 293).**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 ARRETE :
 Art. 1.- Une zone bleue limitée dans le temps par l'usage du disque de stationnement est créée rue de Stembert, sur le parking situé devant la crèche Kangourou, sur une distance de 10 emplacements de stationnement à hauteur de l'immeuble n° 293.
- 0015 N° 11.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'une zone bleue, chaussée de Heusy n° 234).**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.

ARRETE :

Art. 1.- Une zone bleue limitée dans le temps par l'usage du disque de stationnement est créée chaussée de Heusy, côté des immeubles numérotés paires, sur une distance de 10 mètres à hauteur de l'immeuble n° 234.

- 0016 N° 12.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules utilisés par les handicapés, rue Jean Simon Renier n° 22).**

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

ARRETE :

Art. 1.- Un emplacement de stationnement réservé aux véhicules utilisés par les handicapés est créé rue Jean Simon Renier, côté pair, sur une distance de 6 mètres à proximité de l'immeuble portant le n° 22.

- 0017 N° 13.- POLICE ADMINISTRATIVE - Circulation routière - Règlements complémentaires - Modification (création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules utilisés par les personnes handicapées, rue de Calamine n° 89).**

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

ARRETE :

Art. 1.- Un emplacement de stationnement réservé aux véhicules utilisés par les personnes handicapées est créé rue de la Calamine, côté impair, sur une distance de 6 mètres à proximité de l'immeuble portant le n° 89.

- 0018 N° 14.- INTERCOMMUNALES - Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes en Province de Liège (A.I.D.E.), S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes de la Province de Liège (A.I.D.E.)" :

- M. CARTON Bernard, Conseiller communal;
- M. DENIS Jean-François, Conseiller communal;
- Mme PIRONNET Marie-Christine épouse POLIS, Présidente du Conseil communal;
- M. NYSSSEN Didier, Conseiller communal;
- Mme LAMBERT Sophie, Conseillère communale.

- 0019 N° 15.- INTERCOMMUNALES - Aqualis, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Aqualis" :

- M. CARTON Bernard, Conseiller communal;
- M. ORBAN Claude, Echevin-Conseiller communal;
- M. DEGEY Maxime, Echevin-Conseiller communal;
- Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale;
- M. MESTREZ Eric, Conseiller communal.

- 0020 N° 16.- INTERCOMMUNALES - Tecteo Group (Resa/A.L.G.) - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de "Tecteo Group" :

- M. ELSEN Marc, Bourgmestre-Conseiller communal;
- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;
- M. VOISIN Guillaume, Conseiller communal;
- M. NYSSSEN Didier, Conseiller communal;
- M. EL ABBADI Abdeljalil, Conseiller communal.

0021 N° 17.- INTERCOMMUNALES - Centre d'Accueil Les Heures Claires (C.A.H.C.), S.C.R.L. - Mandature 2013 -2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Centre d'Accueil Les Heures Claires" :

- Mme RENIER Martine épouse DEGIVES, Echevine-Conseillère communale;
- M. ORBAN Claude, Echevin-Conseiller communal;
- Mme SCHROUBEN Julie, Conseillère communale;
- Mme CELIK Duygu, Conseillère communale;
- Mme LAMBERT Sophie, Conseillère communale.

0022 N° 18.- INTERCOMMUNALES - Centre Hospitalier Peltzer-La Tourelle (C.H.P.L.T.), S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Centre Hospitalier Peltzer-La Tourelle" :

- M. ELSEN Marc, Bourgmestre-Conseiller communal;
- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal;
- M. BREUWER Freddy, Président du C.P.A.S.-Conseiller communal;
- Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale;
- M. BOTTERMAN Robert, Conseiller communal.

0023 N° 19.- INTERCOMMUNALES - Contrat de Rivière du sous-bassin hydrographique de la Vesdre (C.R.V.), A.S.B.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal, en qualité de délégué effectif de la Ville à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L.;
- M. VAN DE WAUWER Jean-Pierre, Conseiller communal, en qualité de délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L..

0024 N° 20.- INTERCOMMUNALES - Crédit social Logement, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation du délégué effectif et du délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. BREUWER Freddy, Président du C.P.A.S.-Conseiller communal, en qualité de délégué effectif de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.;
- Mme OZER Cécile, Conseillère communale, en qualité de déléguée suppléante de la Ville à l'Assemblée générale la S.C.R.L.

0025 N° 21.- INTERCOMMUNALES - Ethias - Mandature 2013-2018 - Désignation des délégués effectif et suppléant de la Ville aux Assemblées générales.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- Mme OZER Cécile, Conseillère communale, comme membre effective aux Assemblées générales de la caisse Ethias Droit commun et de la caisse Ethias Vie Caisse commune de pensions;
- Mme SCHROUBEN Julie, Conseillère communale, comme membre suppléante aux Assemblées générales de la caisse Ethias Droit commun et de la caisse Ethias Vie Caisse commune de pensions.

0026 N° 22.- INTERCOMMUNALES - FINIMO, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'assemblée générale de la S.C.R.L. "Finimo" :

- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;
- M. DENIS Jean-François, Conseiller communal;
- Mme PIRONNET Marie-Christine épouse POLIS, Présidente-Conseillère communale;
- M BEN ACHOUR Malik, Conseiller communal;
- M. BOTTERMAN Robert, Conseiller communal.

0027 N° 23.- INTERCOMMUNALES - Foire Internationale de Liège, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal, en qualité de délégué effectif à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.;
- Mme SCHROUBEN Julie, Conseillère communale, en qualité de déléguée suppléante à l'Assemblée générale de la S.C.R.L..

0028 N° 24.- INTERCOMMUNALES - Neomansio, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. Neomansio;

- Mme DEGIVES - RENIER Martine, Echevine-Conseillère communale;
- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal;
- M. DEGEY Maxime, Echevin-Conseiller communal;
- M. NYSSSEN Didier, Conseiller communal;
- M. MESTREZ Eric, Conseiller communal.

0029 N° 25.- INTERCOMMUNALES - Intercommunale du Circuit de Spa-Francorchamps, S.A.-Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Intercommunale du Circuit de Spa-Francorchamps S.A." :

- M. ORBAN Claude, Echevin-Conseiller communal;
- Mme OZER Cécile, Conseillère communale;
- M. VAN DE WAUWER Jean-Pierre, Conseiller communal;
- Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale;
- M. MESTREZ Eric, Conseiller communal.

- 0030 N° 26.- INTERCOMMUNALES - Intermosane, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. VAN DE WAUWER Jean-Pierre, Conseiller communal, en qualité de délégué effectif de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.;
- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal, en qualité de délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.

- 0031 N° 27.- INTERCOMMUNALES - Intradel, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'assemblée générale de la S.C.R.L. "Association Intercommunale de Traitement des Déchets liégeois (Intradel)" :

- M. CARTON Bernard, Conseiller communal;
- M. PIRON Bernard, Conseiller communal;
- M. LEONARD Alain, Conseiller communal;
- Mme CELIK Duygu, Conseillère communale;
- M. NAJI Said, Conseiller communal.

- 0032 N° 28.- INTERCOMMUNALES - Logivesdre, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des trois délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Logivesdre" :

- M. PIRON Bernard, Conseiller communal;
- M. VOISIN Guillaume, Conseiller communal;
- Mme LAMBERT Sophie, Conseillère communale.

- 0033 N° 29.- INTERCOMMUNALES - Ecetia Intercommunale, S.A. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.A. "Ecetia Intercommunale" :

- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal;
- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;
- M. BREUWER Freddy, Président du C.P.A.S.-Conseiller communal;
- M. ISTASSE Jean-François, Conseiller communal;
- M. AYDIN Hasan, Conseiller communal.

- 0034 N° 30.- INTERCOMMUNALES - Ecetia Finances, S.A. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.**

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.A. "Ecetia Finances" :

- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal;
- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;
- M. BREUWER Freddy, Président du C.P.A.S.-Conseiller communal;
- M. ISTASSE Jean-François, Conseiller communal;
- M. AYDIN Hasan, Conseiller communal.

0035 N° 31.- INTERCOMMUNALES - S.P.I., S.C.R.L - Mandature 2012-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "S.P.I." :

- M. ELSEN Marc, Bourgmestre-Conseiller communal;
- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal;
- M. BREUWER Freddy, Président du C.P.A.S.-Conseiller communal;
- M. BEN ACHOUR Malik, Conseiller communal;
- M. BOTTERMAN Robert, Conseiller communal.

0036 N° 32.- INTERCOMMUNALES - Société Wallonne des Eaux (S.W.D.E.), S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. MOSON Pierre, Echevin-Conseiller communal, en qualité de délégué effectif de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.;
- M. DENIS Jean-François, Conseiller communal, en qualité de délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.

0037 N° 33.- INTERCOMMUNALES - T.E.C. Liège-Verviers, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. PITANCE Benoît, Echevin-Conseiller communal, qualité de délégué effectif de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.;
- M. MOSON Pierre, Echevin-Conseiller communal, en qualité de délégué suppléant de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L.

0038 N° 34.- INTERCOMMUNALES - Imio, S.C.R.L. - Mandature 2013-2018 - Désignation des cinq délégués de la Ville à l'Assemblée générale.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE

en qualité de délégué de la Ville à l'Assemblée générale de la S.C.R.L. "Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle (Imio)" :

- M. LEGROS Jean Marie, Echevin-Conseiller communal;
- M. PIRON Bernard, Conseiller communal;
- M. MOSON Pierre, Echevin-Conseiller communal;
- M. NAJI Said, Conseiller communal;
- M. EL ABBADI Abdeljalil, Conseiller communal.

0039 N° 37.- URBANISME - Révision du Schéma de Développement de l'Espace Régional - Présentation des propositions d'objectifs.

Entendu l'exposé de M. PITANCE, Echevin, qui rappelle l'origine de ce dossier;

Entendu l'intervention de Mme TARGNION, Chef de Groupe P.S., qui rappelle qu'il faut être attentif aux bassins de vie à définir par la Région wallonne. Le Bassin de Vie de Verviers ne doit pas être identique à celui de la Communauté germanophone pour des raisons culturelles différentes;

Entendu l'intervention de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO, qui motive l'adhésion de son Groupe à ce projet;

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

Art. 1.- De prendre connaissance du projet de rapport d'objectifs pour le S.D.E.R. approuvé par le Gouvernement Wallon.

Art. 2.- De solliciter l'intégration au S.D.E.R. des objectifs prioritaires suivants:

- la rénovation du bâti vétuste doit être prioritaire sur l'urbanisation neuve;
- la politique du logement neuf doit être élaborée à l'échelle des bassins de vie afin d'éviter les concurrences locales;
- les communes doivent mettre sur pied une répartition sociale équilibrée du type de logements afin d'éviter les ghettos;
- les Z.A.C.C. idéalement situées proches des noyaux urbains doivent être comprises comme des territoires centraux potentiels, ce qui permettra donc leur urbanisation;
- les créations de hameaux, villages, quartiers structurés doivent être des modèles urbanistiques poursuivis lors d'urbanisations de grandes dimensions pour proposer un usage rationnel du territoire tout en proposant des formes d'urbanisation attractives pour les citoyens;
- l'habitat unifamilial doit être préservé en milieu urbain afin de garantir la mixité;
- tout espace ne doit pas nécessairement être reconstruit. La destruction des bâtiments vétustes ou déstructurés constitue parfois une nécessité dans certains quartiers délabrés pour mettre en place un cadre plus aéré;
- l'implantation de fonctions urbaines dans les banlieues devrait davantage être soumise à des contraintes;
- les villes régionales et leur bassin de vie pourraient, comme les métropoles, prétendre à un réseau de train express local adapté à son échelle;
- définir les termes utilisés afin d'éviter les interprétations;
- aborder davantage la structure du territoire (hiérarchie des échelles) et les fonctions urbaines (enseignement, soins de santé, culture, ...);
- mettre sur place des niveaux territoriaux modernes articulés sur différentes échelles pertinentes compte tenu des enjeux du 21ème siècle (rationalisation et proximité) :
 - Quartiers
 - Communes
 - Bassins de vie
 - Aire métropolitaine européenne.

Art. 3.- D'approuver les remarques suivantes, émises par rapport aux propositions d'objectifs approuvées par le Gouvernement Wallon :

PILIER 1

I.1.a

- La priorité de créer des logements neufs par rénovation du bâti vétuste devrait être mieux mise en évidence dans l'objectif;
- A l'échelle du bassin de vie, la production de logements neufs en périphérie (ouverture de Z.A.C.C. par exemple) devrait être conditionnée à la production ou à la rénovation dans les quartiers anciens selon un ratio minimum à déterminer. Un observatoire de l'habitat devrait dès lors être suivi au niveau de chaque bassin de vie.

I.1.b

- Le partage devrait déterminer une répartition sociale équilibrée du type de logement. Il ne serait pas acceptable de réserver les logements de petites tailles, sociaux et denses uniquement pour les bassins de vie plus urbains. Ceux-ci doivent aussi pouvoir bénéficier de logements plus spacieux, plus aérés, afin de donner une offre résidentielle variée nécessaire à l'équilibre urbain.

I.1.c

- L'objectif devrait intégrer les territoires centraux potentiels. Une Z.A.C.C. non urbanisée n'est à priori pas un lieu central. Toutefois, urbanisée de manière structurée, en reconstituant un hameau, un centre de village ou un centre de quartier d'une densité minimale (à déterminer et susceptible de

recevoir des équipements, des services), une Z.A.C.C. peut constituer un nouveau lieu central, pour autant qu'il se situe à une distance raisonnable d'un noyau central plus important (proposant des services, commerces,... supérieurs ou complémentaires). Cette opportunité doit évidemment s'analyser en regards des autres Z.A.C.C. proches ou des noyaux/quartiers polarisants existants.

I.1.d

- Le S.D.E.R. devrait proposer des moyens et des outils qui permettraient aux entités locales, communes ou bassins de vie, de mobiliser plus facilement ces espaces. Souvent ce n'est pas tant la volonté qui manque mais plutôt la simple rétention foncière qui fait obstacle.

I.1.e

- L'identité des hameaux, villages, quartiers doit se traduire selon deux axes (voir d'autres peut-être): d'une part en termes de cohérence de structure et d'organisation de l'espace: respects des fronts bâtis, des zones de recul, de la logique de préservation des intérieurs d'îlots, des annexes secondaires, des espaces verts....; en termes d'équipements à définir d'autre part: disposer d'un espace public central de rencontre, d'équipements et services de proximité: école, boulangerie, pharmacie, salle communautaire,....

I.2.a

- Le titre de la mesure devrait être changé car telle quelle, il pourrait autoriser une qualité moindre tant en termes d'espace propre que de cadre de vie. Il serait plus adapté de parler de projets originaux qui permettent des économies d'échelle sans réduire la qualité résidentielle.

I.2.b - c

- De nombreux centres sont plutôt paupérisés qu'embourgeoisés. En milieu urbain, l'objectif de rénover les immeubles dégradés a également son importance en termes de parc résidentiel en tant que tel et ne doit pas uniquement être traité sous l'aspect social; ce n'est pas toujours des logements pour personnes à revenus faibles qu'il faut créer, mais plutôt pour personnes à revenus moyens ou élevés afin de rétablir un équilibre. Une nuance devrait donc être apportée.
- Le rôle que peuvent jouer les Agences Immobilières Sociales devrait également être abordé dans cette thématique.

I.2.d

- Ce point pourrait peut-être traiter des citoyens nomades dont l'accueil est difficile au niveau des communes puisqu'on ne retrouve aucune politique cohérente en la matière au niveau Wallon.

I.3.a

- Cette problématique (évolution de la taille des ménages) doit cependant davantage tenir compte de la problématique de certains centres villes, dans lesquels l'habitat unifamilial est en voie de disparition en raison du morcellement du soit à la paupérisation soit à la rentabilisation foncière. Dans ces cas, le logement unifamilial devrait justement faire l'objet de protections accrues afin de ne pas engendrer un manque de mixité (mise en place d'une typologie unique).

I.3.b

- De plus, cet enjeu peut aussi être abordé sous un aspect morphologique. Les formes innovantes pourraient s'appuyer sur les modèles qui existent: hameaux, villages quartiers dans le cas de nouvelles urbanisations. Ces formes urbaines ancrées dans les représentations des gens peuvent être reproduites tant en termes de logiques d'équipements qu'en logique spatiale, avec des noyaux centraux plus denses et équipés avec une dégression de densité vers les périphéries. Cela permettrait de garantir mixité sociale et fonctionnelle tout en offrant de la variété résidentielle appuyée sur des modèles attractifs. Ainsi, l'urbanisation d'une Z.A.C.C. ou d'une grande

réserve urbanisable pourrait obligatoirement s'articuler autour d'un nouveau hameau/village/quartier central. En outre, cela constituerait une source de marketing intéressante.

I.3.c

- Les matériaux naturels et recyclables devraient également être promotionnés dans cet objectif.

I.3.d

- Tout ne doit pas nécessairement être reconstruit. Certains bâtiments étroits, localisés dans un cadre peu propice, construits à une époque de surdensification, selon des critères de qualité ou d'environnement peu favorables à un logement épanouissant, selon une structure incohérente en fronts bâtis irréguliers ou en intérieur d'îlot,... gagneraient à être simplement supprimés afin de permettre davantage d'aération ou de restructuration du quartier.

I.4.a

- Cette répartition doit non seulement s'apprécier en regard des masses de populations du noyau d'habitat mais aussi en fonction des populations polarisées par les fonctions pourvoyeuses d'emplois, les fonctions scolaires, culturelles, ... qui amènent dans les centres davantage de population que celle qui y réside strictement.

I.4.b

- Les commerces et équipements structurants doivent être localisés dans les lieux centraux mais surtout multimodaux des bassins de vie.
- Par ailleurs, le S.D.E.R. devrait prévoir une réorganisation volontariste de ces fonctions après plusieurs années de développements anarchiques notamment en périphérie. Si le "gâteau" commercial ne grandit pas ou très peu, il faut s'attendre à ce que les morceaux jadis dispersés soient regroupés aux endroits multimodaux, avec les conséquences spatiales de créations/fermetures/reconversions que cela nécessiterait.

I.4.c

- Une cartographie pourrait être établie dans le cadre des schémas de structure communaux, celle-ci pourrait identifier les quartiers centraux/polarisants, qui rayonnent sur d'autres quartiers, plus résidentiels.
- Tous les quartiers n'ont pas vocation à être équipés de tout. Une logique de "grappes" de quartiers, représentant souvent le territoire d'une ancienne commune/paroisse, semble être un territoire adéquat pour appréhender cet enjeu d'équipement local.

I.5.a

- Il conviendrait de définir une norme reprenant divers critères permettant d'évaluer le nombre de logements potentiels qui peuvent être envisagés en fonction des espaces de stationnement, des espaces verts publics ou privés existants ou à créer, afin que les objectifs d'optimisation des noyaux centraux par la densification ne se transforment pas en une surdensification nuisible à la qualité de vie.

I.5.c

- En termes de mixité sociale, il convient également de l'appréhender à une échelle plus large; l'équilibre social devant également être atteint sur l'ensemble du Territoire.

I.5.d

- La présence et la qualité des espaces publics est particulièrement déterminante dans les quartiers anciens, denses ou paupérisés, sans quoi, cela risque de rendre la rénovation moins attractive.

I.5.e

- Voir remarque au point I.5.a

PILIER 2

II.1.a

- Un système de R.E.R. Eurégional pourrait constituer un réseau de transport performant et structurant, par exemple dans la logique de l'Euregio Bahn en place à Maastricht et Aachen.
- Dans le cas de la province de Liège, l'amplification de ces dynamiques devrait également intégrer la problématique des langues, de la promotion et de la signalétique. Si le bilinguisme est observé aux frontières, lorsqu'on est à Verviers ou à Liège, ce n'est quasi plus du tout le cas.

II.1.b et c

- Ces zones logistiques, parcs d'activités et zones aéroportuaires ancrés sur les eurocorridors doivent également être reliées aux noyaux urbains proches afin de ne pas fonctionner en autarcie, notamment pour permettre un accès des travailleurs autrement qu'en voiture.

II.1.d

- L'objectif devrait ambitionner de déterminer des critères qui permettraient d'interdire dans les zonings les fonctions qui de par leurs dimensions, leurs faibles nuisances, ou le nombre d'emplois tertiaires doivent obligatoirement s'implanter dans le tissu urbain. Il s'agirait d'un schéma de développement des activités économiques, à l'image de celui pour le commerce.
- Une politique ABC, comme aux Pays-Bas, pourrait être proposée pour cette matière.

II.1.e et f

- Il conviendrait de promouvoir la semi-mitoyenneté dans les nouveaux parcs d'activités.
- La répartition des nouveaux parcs doit tenir compte d'un équilibre spatial au sein des bassins de vie afin de ne pas les concentrer dans une seule partie du bassin, ce qui engendrerait des déplacements importants.

II.2.b

- La mixité fonctionnelle peut s'appréhender à plusieurs échelles. Il convient de nuancer comme au point I.5.c.

II.2.c

- Plusieurs nouveaux parcs d'activités pourraient être établis avec une densité accrue voire avec des mitoyennetés avec un intérieur modulable. Les bâtiments seraient dès lors figés dans leur gabarit. Cette expérience serait couplée avec la mise sur pied d'un observatoire du foncier à destination économique dont l'objectif serait de faciliter le déménagement d'entreprises à l'étroit vers des bâtiments plus grands libre plutôt que vers un site vierge à urbaniser.

II.2.d

- La verdurisation des parcs d'activités constitue un objectif primordial: plantation de haies, arbres d'alignement organisés en avenues,... afin de lutter contre l'image trop minérale de ces zones où pelouses et grillages prédominent.

II.3.b et c

- L'énergie et le recyclage sont-ils bien compris dans la technologie environnementale ?
- Les matières premières ne doivent-elles pas être envisagées comme domaine d'avenir pour le plan Horizon 2022: production d'eau, de bois, de pierres de carrières ?

II.4.a et b

- Les remarques émises aux points II.1.e et f et II.2.c. peuvent aussi s'appliquer ici.

II.5.a, b, c et d

- Favoriser davantage les productions décentralisées chez les particuliers. L'autonomie énergétique ne peut être atteinte que par la combinaison de plusieurs générateurs d'ampleur (parcs éoliens, centrales, ...) et les productions cumulées de tous les particuliers: micro éoliennes, micro station hydroélectriques,...
- L'hydroélectricité constitue un secteur particulièrement sous exploité alors que contrairement à l'éolien, la production d'énergie hydroélectrique est nettement plus constante et régulière. Si nous disposons de quelques grands barrages, les centrales de petite ampleur pour particuliers ou groupements de particuliers sont peu promotionnées alors que leur impact sur l'environnement est nettement plus faible que celui d'un barrage. La création ou la restauration de biez, de petits barrages de sur rivières ou ruisseaux, d'étangs dans les prairies,... pourrait apporter plusieurs avantages: aménagement du paysage, impact écologique par la création de zones humides et de zones de retenues propices aux poissons, rôle tampon lors de fortes pluies, restauration, du patrimoine puisque que ces aménagement étaient présents par le passé, lorsque l'eau constituait une des seules forces motrices.
- Favoriser la mise en place de coopératives entre les promoteurs et les riverains, administrations, pour assurer la gestion et la redistribution des bénéfices engendrés. Cela a pour effet de mobiliser les gens et généralement de mieux faire accepter les aménagements par les riverains (Voir projet Enercity à Villers le Bouillet, qui pourrait être étendu lors de la création de micro stations hydroélectriques de quartier ...). Un territoire communal disposant de rivières et ruisseaux pourrait faire l'objet d'un projet pilote pour divers aménagements de ce type afin de favoriser une production et une consommation locales de l'énergie produite, ce qui responsabiliserait et conscientiserait les riverains.

II.6.a et c

- L'objectif devrait aussi intégrer l'analyse et le développement des offres alternatives en hébergement qui participent elles aussi au tourisme: auberges de jeunesse, chambres d'hôtes, gîtes,...

II.6.b

- Il serait important de rationaliser et de mettre en réseau les différents centres culturels et muséaux. Leur multiplication engendre une déconcentration des moyens et un manque de visibilité. Ceux-ci pourraient être réunis en une seule institution sur base des bassins de vie, ce qui n'exclut aucunement le maintien d'un ancrage local.

II.7.a

- Le soutien au développement de jardins et potagers collectifs permettrait non seulement de renforcer le rôle agricole de certaines zones, de développer une production locale, mais aussi de favoriser une insertion sociale de personnes qui ne disposent pas d'un jardin et ne dispose dès lors d'aucune possibilité de jouir de sa propre production.

PILIER 3

III.1.a

- Les itinéraires camions ne sont pas suffisamment abordés. Certaines communes interdisent l'accès, d'autres pas, ce qui conduit à des reports indésirés dans certains cas. Un plan d'ensemble à l'échelle des bassins de vie pourrait être élaboré afin d'éviter le transit dans des quartiers résidentiels par exemple.

III.1.b

- L'objectif devrait intégrer la problématique des contournements urbains pour autant qu'ils permettent réellement de soulager les cœurs de villes par une politique volontariste pour pacifier ceux-ci (mais bien veiller à ne pas autoriser une simple multiplication des infrastructures).

- Une réflexion doit porter sur les maillons manquants à l'échelle européenne.

III.1. c

- L'objectif ne devrait-il pas aborder la possibilité de généraliser autant que possible la mise en place de zones partagées à faible vitesse dans les zones de destination (hypercentre, centres de quartiers, quartiers résidentiels,...) et d'ambitionner, à l'inverse, de favoriser la séparation entre des modes susceptibles d'engendrer des accidents, par des mises en sites propres (sites bus, sites cyclo-pédestres,...), ... sur les axes de transit ? Cette stratégie nécessiterait évidemment une hiérarchisation claire des voiries notamment au niveau communal.

III.1. d

- La multiplication des arrêts pourrait finir par annihiler le principe de la grande vitesse. Dès lors, l'objectif de la Wallonie ne devrait pas plutôt viser la mise en place de RER locaux autour des pôles TGV pertinents (pas uniquement Bruxelles). A défaut de pouvoir disposer du TGV dans chaque métropole ou dans chaque ville d'importance régionale, pourquoi ne pas privilégier de nouvelles connexions rapides parallèles avec ces nœuds privilégiés ?

III.2. a et b

- L'objectif ne devrait-il pas aborder des pistes de moyens comme un régime fiscal avantageux pour les personnes qui choisissent leur lieu résidentiel à proximité de leur lieu de travail, qui choisissent de se limiter à une seul véhicule par ménage ou qui se déplacent en covoiture, car-sharing, vélo... ? L'augmentation des prix pétroliers pourrait conduire, non pas à un usage moindre de la voiture à long terme mais plutôt à un maintien voire une augmentation en raison d'une évolution d'approvisionnement par source plus abondante d'énergie (électricité, ...) qui permettra toujours la profusion de voitures, une fois que la technologie se sera améliorée et que ses coûts diminueront. L'espoir d'un changement de mœurs ne peut dès lors pas s'appuyer uniquement que sur la hausse des prix.

III.2.c

- Cette politique doit s'accorder avec le zonage du plan de secteur. Les activités légères compatibles avec le milieu urbanisé en ordre continu ne devraient pas pouvoir s'implanter facilement dans les parcs d'activités périphériques ou en périphérie même en zone d'habitat. Le secteur d'activité ne constitue pas toujours un motif suffisant comme le dit pourtant le plan de secteur. D'autres critères doivent jouer.

III.4.b

- Le développement de navettes urbaines subsidiées, par exemple entre parkings de déstassement et centres urbains devrait être accessible, en ce compris pour les villes régionales et leur bassin de vie et pas uniquement pour les métropoles.

III.4.c

- Il conviendrait de nuancer les espaces ruraux: les noyaux historiques doivent pouvoir être densifiés et équipés, contrairement aux extensions récentes, parfois anarchiques, qui ne "justifient" pas ces investissements supportés par la collectivité.

III.4.f

- L'objectif doit être plus ferme et interdire les localisations de bureaux en périphérie, surtout tant qu'il existe des alternatives centrales. Les grands zonings doivent être réservés aux entreprises avec nuisances ou consommatrices d'espace. La proximité des centres villes et des quartiers centraux est un atout pour l'implantation de bureaux.

III.5.a, b et c

- La réalisation de raccourcis strictement cyclo-pédestres et la mise en place de sites propres sécurisés est nécessaire pour donner des avantages à ces modes sur l'usage de la voiture.

- Les abords des rivières et des chemins de fer constituent des sites privilégiés pour réaliser des cheminements cyclo-pédestres en site propre.

PILIER 4

IV.1.a

- Des incitants fiscaux, à défaut de pouvoir mettre en place des désavantages fiscaux, devraient être mis en place pour favoriser ceux qui choisissent de s'implanter à proximité de leur lieu de travail, d'utiliser une seule voiture dans le ménage, de se déplacer à vélo,...
- Une politique claire doit être établie pour les espaces périphériques: faut-il densifier les campagnes afin de rentabiliser les espaces urbanisés et rendre acceptables les charges collectives des impétrants,....., ou faut-il au contraire imposer des densités très faibles qui réduiront ainsi le nombre de personnes qui s'implantent en périphérie (En d'autres termes, cela signifierait qu'à défaut de pouvoir interdire l'urbanisation, en réduire fortement la densité) qui réduiront l'impact de l'urbanisation. Actuellement, les deux stratégies se superposent et leurs effets s'annihilent.
- Les grandes réserves foncières, notamment les Z.A.C.C., situées à l'écart des noyaux d'habitat, devraient faire l'objet de modifications du plan de secteur pour être relocalisées à proximité des pôles équipés, afin que les réserves de demain soient idéalement localisées. Cette réflexion devrait être établie à l'échelle des bassins de vie.
- Cet objectif doit également intégrer les Plans d'Assainissement par Sous bassins Hydrographiques (PASH) afin d'imposer une densité moindre dans les endroits qui ne sont pas équipés pour l'assainissement collectif où ne répondent pas aux normes récentes de l'assainissement autonome. En outre, la décision de placer une zone en assainissement autonome ne peut être laissée à une commune. La protection des eaux et donc le collectif, doivent toujours primer lorsque cela est acceptable, même si la commune privilégie l'autonome par pure facilité et souhait d'investissement moindre en la matière.
- Par ailleurs, certaines communes centrales, doivent imposer un raccordement coûteux à l'égout, ce qui freine parfois l'urbanisation dans des lieux pourtant centraux, alors que des communes périphériques, souvent situées en assainissement autonome, ne doivent elles dès lors pas imposer pareils raccordement, ce qui ne fait qu'entretenir la périurbanisation.

IV.1.b

- Un cadastre des terres les plus fertiles devrait être établi et le plan de secteur devrait être modifié afin de les protéger.

IV.1.c

- L'objectif doit analyser la problématique des forêts d'épicéas qui devraient dans certains cas laisser place au retour d'une forêt de chênes et hêtres. Les forêts de conifères devraient être interdites dans les zones inondables ou sur les versants trop abrupts, car cela engendre de fortes dégradations des sols lors de crues ou de coupes à blanc.
- Cet objectif doit également intégrer les aérodromes.

IV.2.b et c

- La trame verte et bleue n'est pas uniquement nécessaire à des fins écologiques mais aussi, particulièrement en milieu urbain, afin de garantir un cadre de vie agréable et naturel. L'imperméabilisation et la minéralisation des villes entretiennent le désir d'une implantation en périphérie verte. Paradoxalement, les gens se plaignent d'arbres encombrants, qui cachent la vue, la lumière. Une politique appelant au retour et au maintien des arbres en ville doit être prioritaire et faire l'objet de sensibilisation.
- L'objectif doit également soutenir la préservation ou la restauration d'intérieurs d'îlots verdurisés, particulièrement en milieu urbain. Curetages et interdiction de bâtir sont parfois nécessaires. Les zones de recul de

certaines habitations mitoyennes sont également déterminantes, alors que nombre d'entre elles perdent leur aspect naturel au profit d'une zone de stationnement privative souvent totalement minéralisée.

IV.3.b

- Voir point IV.1.a.

IV.3.c

- Les systèmes de retenue individuels doivent être imposés à l'ensemble des nouveaux projets. Ces eaux doivent être mises à profit dans des circuits alternatifs pour les WC, les jardins, garages,...
- L'amélioration de la capacité de retenue des rivières lors de crues pourrait être améliorée par la création de nouveaux barrages disposant de capacités supplémentaires et autres qui permettraient aussi la mise en place de stations hydroélectriques de petite dimension sur des rivières de petite taille (voir point ci-dessus).

IV.5.d

- L'objectif doit ambitionner des lignes de conduites au niveau régional concernant les ondes GSM, électromagnétiques, car l'appréciation laissée aux communes engendre des différences de traitements, notamment en termes d'autorisations de construire, dans des cas pourtant similaires.

Art. 4.- De solliciter l'intégration des objectifs complémentaires suivants :

- Deux objectifs importants ne sont pas abordés ou insuffisamment :
 - La structure du territoire et la manière dont les différents niveaux s'articulent entre eux.
 - Les fonctions urbaines en tant que telles: centres culturels, musées, centre hospitaliers, pôles scolaires, piscines, équipements sportifs... Pourtant, toutes celles-ci ont un impact conséquent sur l'aménagement du territoire.
- Il convient de mettre sur pied une vision claire du territoire, de la petite à la grande échelle. Les niveaux territoriaux tels qu'ils existent ne correspondent pas nécessairement à une gestion optimale pour l'avenir: communes, provinces, régions....

Des niveaux infra-communaux, qui collent d'avantage au quotidien des citoyens, et supra-communaux, qui collent aux nécessaires économies d'échelle et aux besoins de rationalisation tout en respectant les spécificités, doivent être mis en place. Voici quelques suggestions, en partant de territoires réduits vers les plus étendus :

- La parcelle: dénominateur de base du territoire, même si elle peut recevoir plusieurs usages. Plusieurs parcelles contiguës, urbanisées ou pas, forment un voisinage.
- Le quartier: il regroupe plusieurs voisinages. Il présente une cohérence de par sa structuration, son histoire, son urbanisation, les fonctions qu'il abrite. Certains quartiers sont polarisateurs. D'autres sont polarisés. Ensemble, ils forment des "grappes" de quartiers qui correspondent généralement aux anciennes communes d'avant fusion ou encore aux paroisses (qui n'ont pas toutes été érigées en communes). C'est un territoire tantôt mis en avant, tantôt oublié. Ce niveau intermédiaire situé à mi chemin entre les intérêts des particuliers et ceux des communes doit être davantage valorisé.
- La commune: elle regroupe plusieurs quartiers, grappes de quartiers ou anciennes communes. C'est un territoire que nous connaissons déjà.
- Le bassin de vie ou agglomération ou région/complexe urbain ou pays rural. Il couvre plusieurs territoires communaux. Il comprend généralement un nombre de centres polarisants hiérarchisés, avec des parties plus densément urbanisées au centre, avec des espaces progressivement plus ouverts voire agricoles lorsque l'on arrive dans les banlieues plus éloignées. Il correspond généralement aux complexes

urbains généralement articulés autour d'un pôle régional de moyenne ou de grande importance, qui propose à sa région des équipements scolaires, médicaux, commerces, une gare d'importance, un tribunal, infrastructures sportives majeures...

- Les aires métropolitaines ou aires européennes. Elles regroupent plusieurs bassins de vie articulés autour d'une métropole internationale qui offre des services et des équipements plus importants encore: gare TGV, aéroport, port, cours d'assises, grandes universités, grandes institutions,...
- Il convient de définir clairement certains termes utilisés, car sans cela, la compréhension peu différer d'un intervenant à l'autre: bassin de vie, pôle, noyaux,....

0040 N° 38.- URBANISME - Commission consultative communale de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité (C.C.C.A.T.M.) - Renouvellement et appel public aux candidats.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

- de renouveler intégralement la Commission consultative communale de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;
- d'approuver son règlement d'ordre intérieur tel qu'il a été modifié en sa séance du 3 février 2003;

CHARGE

le Collège communal de procéder à un appel public aux candidats dans le mois de la présente conformément aux dispositions de l'article 7 du .C.W.A.T.U.P.E.

0041 N° 39.- SECRETARIAT DES MEMBRES DU COLLEGE COMMUNAL – Composition, financement, mode de recrutement, statut, rémunération, indemnité - Modification.

Par 23 voix et 11 abstentions,

MODIFIE

le règlement relatif à la composition, au financement, au mode de recrutement, la rémunération et l'indemnité du secrétariat des membres du Collège communal.

0042 N° 40.- SERVICE REGIONAL D'INCENDIE - PREZONE LIE-4 - Conventions de détachements de personnel - Adoption.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

APPROUVE

les conventions de détachements de personnel auprès de la PREZONE LIE-4.

0043 N° 41.- SERVICE SOCIAL DU PERSONNEL - Commission consultative - Nomination des membres représentant le Conseil communal.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

NOMME

à la date du 29 janvier 2013, en qualité de membres de la Commission consultative du Service social du Personnel communal comme délégués du Conseil communal, pour un terme expirant lors de la séance d'installation des membres du Conseil communal consécutive au renouvellement complet de cette Assemblée :

<u>Membres effectifs</u>	<u>Membres suppléants</u>
M. LEGROS	M. PIRON
Mme DEGIVES-RENIER	M. ORBAN
M. VROMEN	Mme SCHROUBEN
Mme TARGNION	M. NYSSSEN
M. BOTTERMAN	Mme LAMBERT

- 0044 N° 42.- BUDGET COMMUNAL 2013 - Vote d'un douzième provisoire.**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 AUTORISE
 le Collège communal à effectuer, pour l'exercice 2013, les dépenses à concurrence d'un douzième des crédits obligatoires inscrits au budget 2012 et approuvés.
- 0045 N° 43.- FINANCEMENT ALTERNATIF - Subsidés - Convention relative à l'octroi d'un prêt C.R.A.C. conclu dans le cadre du financement alternatif des investissements logements sociaux/moyens - Ancrage communal - Adoption.**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 DECIDE :
 - de solliciter un prêt d'un montant de 495.000,00 € afin d'assurer le financement de l'investissement prévu par la décision du Gouvernement Wallon du 4 décembre 2008, à savoir: Acquisition et création de 6 logements rue de la Chapelle n° 35 à 45;
 - d'approuver les termes de la convention ci-annexée;
 - de mandater M. ELSEN, Bourgmestre, et M. DEMOLIN, Secrétaire communal, pour signer ladite convention.
- 0046 N° 44.- CAISSE COMMUNALE - Procès-verbal de vérification au 31 décembre 2012.**
A l'unanimité des membres présents.
 PREND POUR NOTIFICATION
 le procès-verbal de vérification de la caisse communale constatant, à la date du 30 septembre 2012, une encaisse en espèces de 8.767,99 € conforme aux pièces comptables vérifiées.
- 0047 N° 45.- CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE (C.P.A.S.) - Comité de Concertation Ville/C.P.A.S. - Désignation de délégué de la Ville.**
A l'unanimité des suffrages des membres présents.
 DESIGNNE :
 - M. ELSEN Marc, Bourgmestre;
 - M. MOSON Pierre, Echevin des Finances;
 - Mme DEGIVES-RENIER Martine, Echevine;
 - M. LEGROS Jean-Marie, Echevin,
 en tant que membres de la délégation du Collège communal pour représenter la Ville au Comité de Concertation, pour un terme expirant à la fin de la présente mandature ou en cas de démission des fonctions.
- 0048 N° 46.- TAXES, REDEVANCES ET DROITS COMMUNAUX - Droits de place pour échoppes et loges foraines établies sur la voie publique - Règlement - Modifications.**
Par 23 voix et 11 abstentions.
 MODIFIE
 comme suit le règlement relatif aux droits de place pour échoppes et loges foraines établies sur la voie publique :
DROITS DE PLACE POUR ECHOPPES ET LOGES FORAINES ETABLIES SUR LA VOIE PUBLIQUE
Article 1: Il est établi au profit de la Ville de Verviers, pour les exercices 2013 à 2018, un droit de place pour échoppes et loges foraines établies sur terrain public.
Article 2: La redevance est fixée comme suit, ce qui correspond à la contrepartie du service rendu :
 A) Kermesses de Pâques et de septembre :
 par mètre carré ou fraction de mètre carré de superficie occupée

■ carrousels enfantins	8,00 € /m2
■ scooter, grands manèges	8,00 € /m2
■ autres métiers (loterie, pêches, pique-ballons,...)	10,00 € /m2
■ lunapark	10,00 € /m2
■ loges pour la vente de produits	20,00 € /m2

Pour le calcul du droit, un cercle est assimilé à un carré dont le côté aurait longueur du diamètre.

- B) Autres kermesses ou toute autre circonstance :
 par mètre carré ou fraction de mètre carré de superficie occupée 2,50 €/m²
 Ce taux est lié à l'indice 138,01 du 1er janvier 1990 et variera de la même façon que les traitements du personnel des administrations publiques au 1er janvier de chaque exercice.
 Il sera arrondi à la cinquantaine d'eurocent supérieure ou inférieure selon que ses deux dernières décimales dépasseront ou non 25 €cent ou 75 €cent.

Article 3: Tout industriel forain qui désire s'installer sur un champ de foire ou sur la voie publique à l'occasion d'une manifestation quelconque doit adresser une demande à l'Administration communale, en y indiquant exactement l'espace qu'il désire occuper et le genre d'industrie ou de commerce qu'il se propose d'exercer. Les dimensions indiquées ne pourront comprendre que l'espace nécessaire à l'installation d'une voiture de ménage, d'un fourgon ou d'une annexe quelconque.
 Ces véhicules ou annexes ne pourront être installés qu'aux endroits qui seront désignés par la police. Il ne sera fait exception que pour ceux contenant les appareils indispensables à la mise en marche ou à l'éclairage de l'établissement.
 Si le demandeur désire exploiter plusieurs loges ou métiers, il doit fournir les renseignements exigés séparément pour chacun d'eux.
 L'emplacement attribué gratuitement à chaque forain cour Fischer, ne pourra être occupé que par une seule voiture de ménage. Le placement de toute voiture supplémentaire donnera lieu au paiement d'une redevance forfaitaire de 125,00 €.

Article 4: Le droit à payer est consigné en mains du Receveur communal, la première moitié dans le délai fixé par le Collège communal, le solde au plus tard lors de l'occupation de l'emplacement.
 En cas de non occupation de l'emplacement réservé, les arrhes ainsi versées restent acquises à la caisse communale.

Article 5: Les autorisations ou concessions accordant la disposition des emplacements étant personnelles, les titulaires ne peuvent céder leurs emplacements à des tiers, en tout ou en partie, sans une autorisation écrite du Collège communal.
 En cas de cession, sans cette autorisation, le droit versé par le cédant restera acquis à la caisse communale. Le cessionnaire sera redevable de la totalité du droit dû pour l'occupation de l'emplacement.

Article 6: Lorsque, pour quelque raison que ce soit, le Conseil communal supprime ou déplace les kermesses, en tout ou en partie, lorsqu'il en diminue la durée et, d'une façon générale, lorsqu'il entend disposer des superficies concédées pour quelque motif que ce soit, le Collège communal est autorisé à rapporter les autorisations ou concessions qu'il a accordées.

Les forains ne peuvent, en ces circonstances, prétendre à aucune indemnité quelconque. Ils ne pourront réclamer que le remboursement de la partie du droit qui correspond au nombre de jours enlevé à la kermesse ou aux superficies qui leur ont été retirées. En cas de suppression de la kermesse, la Ville sera tenue de rembourser les arrhes.

Article 7: Le droit de place sur les installations foraines est perçu par le ou les employés spécialement désignés par le Collège communal. Il est délivré quittance des sommes versées.

Article 8: A défaut de paiement amiable, le recouvrement sera poursuivi par la voie civile.

Article 9 : Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de sa publication.

0049

N° 47.- TAXES, REDEVANCES ET DROITS COMMUNAUX - Taxe sur l'exploitation de services de taxis - Règlement - Modifications.

Par 23 voix et 11 abstentions,

MODIFIE

comme suit le règlement relatif à la taxe sur l'exploitation de services de taxis :

TAXE SUR L'EXPLOITATION DE SERVICES DE TAXIS

Article 1: Il est établi au profit de la Ville de Verviers, pour les exercices 2013 à 2018, une taxe communale annuelle sur l'exploitation des services de taxis telle que régie par le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voiture avec chauffeur et ses arrêtés d'exécution.

Sont visées les véhicules couverts par une autorisation d'exploitation en cours de validité au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2: La taxe est due par le ou les titulaires de l'autorisation

Article 3: La taxe est fixée à 270 € par véhicule autorisé et par an.

Le montant de cette taxe sera réduit de 30 % en faveur des véhicules :

- qui sont aptes à utiliser 15 % de biocarburant tel qu'il est défini dans la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports,
- qui émettent moins de 115 grammes de CO² par kilomètre,
- qui sont adaptés pour le transport de personnes voiturées.

C'est ainsi que toute demande de réduction de taxe pour l'un des cas mentionnés ci-dessus doit contenir les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'exploitant,
- 2° le nombre de véhicules pour lesquels la réduction est sollicitée,
- 3° pour chaque véhicule, une copie du certificat de conformité ou du procès verbal d'agrément attestant que le véhicule est agréé conformément à l'une des conditions reprises à l'article 36, alinéa 2 et 3 du décret ou la preuve que le véhicule est adapté pour accueillir des personnes voiturées, notamment en disposant d'un système d'ancrage,
- 4° l'acte d'autorisation et l'attestation y annexée délivrés soit par le Collège, soit par les services du Gouvernement, selon le service exploité.

La demande de réduction datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale et accompagnée de ses annexes est adressée au Collège communal par toute voie utile.

La demande de réduction doit être introduite dans les quinze jours de la réception de l'avertissement extrait de rôle.

Le Collège communal vérifie que la demande est complète et dans l'affirmative, adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

Article 4: A défaut de disposition contraire à la loi du 24.12.1996, les règles relatives au recouvrement, aux intérêts de retard et moratoires, aux poursuites, aux privilèges à l'hypothèse légale et à la prescription en matière d'impôts d'Etat sur le revenu, sont applicables à la présente imposition.

Article 5: Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 6: La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 7: Le redevable de la présente imposition peut introduire une réclamation auprès du Collège communal de la Ville de Verviers, place du Marché 55.

Pour être recevables, ces réclamations devront être introduites, conformément au prescrit de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale et à leurs arrêtés d'application.

La décision rendue par le Collège communal sur une telle réclamation peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance de Liège conformément à la réglementation précitée.

Cependant, en cas d'erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, réductions ou exonérations réglementaires non accordées, le redevable peut s'adresser au Collège communal (Bureau des Finances, Place du Marché 55) qui se prononcera au vu des pièces justificatives fournies par ce redevable, sans préjudice du droit de réclamation.

Article 8: Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de sa publication

0050 N° 48.- TAXES, REDEVANCES ET DROITS COMMUNAUX - Taxe sur les secondes résidences - Règlement - Modifications.

Par 23 voix et 11 abstentions,

MODIFIE

comme suit le règlement relatif à la taxe sur les secondes résidences :

TAXE SUR LES SECONDES RESIDENCES

Article 1: Il est établi au profit de la Ville de Verviers, pour les exercices 2013 à 2018, une taxe annuelle et directe sur les secondes résidences inscrites ou non à la matrice cadastrale, situées sur le territoire de la ville.

Article 2: Par seconde résidence, il faut entendre tout logement, existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition, pour lequel la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Ne sont pas considérés comme secondes résidences : le local dans lequel une personne dans la commune exerce une activité professionnelle.

Article 3: Est censé disposer à tout moment d'une seconde résidence celui qui durant l'année d'imposition, peut l'occuper, contre paiement ou non, même si l'occupation est intermittente.

Il en est de même s'il en cède gratuitement l'usage :

- soit à un tiers occasionnellement, non nécessairement consécutifs, pendant l'année d'imposition;
- soit à plusieurs tiers occasionnellement ou durant une période quelconque de l'année d'imposition.

Article 4: Le taux de la taxe est fixé à

- 300,00 € par an et par seconde résidence,
- 220,00 € par an les secondes résidences établies dans un camping agréé,
- 110,00 € par an lorsque la taxe vise les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots).

Article 5: La taxe est due par celui qui dispose de la seconde résidence. Dans les cas de location, la taxe est due solidairement par le propriétaire.

Article 6: La taxe ne peut s'appliquer aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôte visés par le décret wallon du 18 décembre 2003.

Article 7: Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'Administration communale. Celle-ci reçoit des intéressés une déclaration signée, formulée selon le modèle et dans les délais arrêtés par elle.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments nécessaires à la taxation, au plus tard dans le mois de l'affectation à usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation.

Dans le cas où l'usager est également propriétaire de la seconde résidence, la déclaration initiale est valable, sauf modification, jusqu'à révocation.

Article 8: A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, les contribuables seront imposés d'office, d'après les éléments dont la commune pourra disposer, sauf le droit de réclamation et de recours. Dans ce cas, l'imposition sera majorée de 100 % du montant initialement dû.

Article 9: Les contraventions au présent règlement seront constatées par les fonctionnaires désignés en vertu de la loi du 24.12.1996.

Article 10: Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 11: La taxe sera recouvrée conformément aux règles établies pour la perception des impôts directs au profit de l'Etat.

Article 12: Le paiement devra s'effectuer dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 13: Le redevable de la présente imposition peut introduire une réclamation auprès du Collège communal de la Ville de Verviers, place du Marché 55.

Pour être recevables, ces réclamations devront être introduites, conformément au prescrit de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale et à leurs arrêtés d'application.

La décision rendue par le Collège communal sur une telle réclamation peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance de Liège conformément à la réglementation précitée.

Article 14: Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de sa publication.

0051

N° 49.- TAXES, REDEVANCES ET DROITS COMMUNAUX - Taxe sur les clubs privés - Règlement - Modifications.Par 23 voix et 11 abstentions,**MODIFIE**

comme suit le règlement relatif à la taxe sur les clubs privés :

TAXE SUR LES CLUBS PRIVES

Article 1: Il est établi au profit de la Ville de Verviers, pour les exercices 2013 à 2018, une taxe annuelle sur les établissements où il est offert la possibilité de consommer des boissons et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités ou réservé à certaines personnes.

Article 2: La taxe est due solidairement par l'exploitant et par le propriétaire.

Article 3: Le taux de la taxe est fixé à 2.000,00 € par année et par établissement. La taxe est toutefois réduite de moitié pour les établissements ouverts après le 30 juin ou fermés avant le 1er juillet de l'exercice d'imposition, pour autant que la déclaration prévue à l'article 4 ait été régulièrement souscrite. La taxe est payable par trimestre.

Article 4 : La taxe n'est pas due par les cercles qui poursuivent un but philosophique, culturel, social ou sportif.

Article 5 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6:A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont l'Administration communale peut disposer, sauf le droit de réclamation et de recours. Dans ce cas, l'imposition sera majorée de 100 % du montant initialement dû.

Article 7: A défaut de disposition contraire à la loi du 24.12.1996, les règles relatives au recouvrement, aux intérêts de retard, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu, sont applicables à la présente imposition.

Article 8: Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 9: La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10: Le redevable de la présente imposition peut introduire une réclamation auprès du Collège communal de la Ville de Verviers, place du Marché 55.

Pour être recevables, ces réclamations devront être introduites, conformément au prescrit de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale et à leurs arrêtés d'application.

La décision rendue par le Collège communal sur une telle réclamation peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance de Liège conformément à la réglementation précitée.

Cependant, en cas d'erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, réductions ou exonérations réglementaires non accordées, le redevable peut s'adresser au

Collège communal (Bureau des Finances, place du Marché n° 41)
qui se prononcera au vu des pièces justificatives fournies par ce redevable, sans préjudice du droit de réclamation.

Article 11 : Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de sa publication

0052 N° 50.- TAXES, REDEVANCES ET DROITS COMMUNAUX - Taxe sur les immeubles inoccupés - Règlement - Modifications.

Par 23 voix contre 11,

MODIFIE

comme suit le règlement relatif à la taxe sur les immeubles inoccupés :

TAXE SUR LES IMMEUBLES INOCCUPES

Article 1: § 1. Il est établi au profit de la Ville de Verviers, pour les exercices 2013 à 2018, une taxe communale annuelle sur les immeubles bâtis inoccupés.

Sont visés les immeubles bâtis, structurellement destinés au logement ou à l'exercice d'activités économiques de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services, qui sont restés inoccupés pendant une période comprise entre deux constats consécutifs distants d'une période minimale de 6 mois.

Ne sont pas visés les sites d'activités économiques désaffectés de plus de 1.000 m² visés par le décret du 27 mai 2004.

Au sens du présent règlement, est considéré comme :

1. immeuble bâti: tout bâtiment ou toute installation en tenant lieu, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;
2. immeuble inoccupé : sauf si le redevable prouve qu'au cours de la période visée au §1er, alinéa 2, l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti a effectivement servi de logement ou de lieu d'exercice d'activités de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services :
 - soit l'immeuble bâti ou la partie d'immeuble bâti pour lequel ou laquelle aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population ou d'attente, ou pour lequel ou laquelle il n'y a pas d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises;
 - soit, indépendamment de toute inscription dans les registres de la population ou d'attente ou à la Banque-Carrefour des Entreprises, l'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâti :
 - a) dont l'exploitation relève du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dès lors que soit, le permis d'exploiter, d'environnement, unique ou la déclaration requise n'a pas été mis en œuvre et est périmé soit que ledit établissement fait l'objet d'un ordre d'arrêter l'exploitation, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation prononcé en vertu du décret susmentionné ;
 - b) dont l'occupation relève d'une activité soumise à autorisation d'implantation commerciale en vertu de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales ou de la loi du 13 août 2004 relative à

l'autorisation d'implantations commerciales, lorsque ladite implantation fait l'objet d'un ordre de fermeture, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation prononcé en vertu des dispositions de la loi du 13 août 2004 susmentionnée ;

- c) dont l'état du clos (c'est-à-dire des murs, huisseries, fermetures) ou du couvert (c'est-à-dire de la couverture, charpente) n'est pas compatible avec l'occupation à laquelle il est structurellement destiné et dont, le cas échéant, le permis d'urbanisme ou le permis unique en tenant lieu, est périmé ;
- d) faisant l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité en application du Code Wallon du Logement ;
- e) faisant l'objet d'un arrêté ordonnant la démolition ou en interdisant l'occupation, pris en application de l'article 135 de la Nouvelle loi communale.

En tout état de cause, l'occupation sans droit ni titre ou une occupation proscrite par un arrêté pris sur base de l'article 135 de la Nouvelle Loi Communale ne peut être considérée comme une occupation au sens du présent règlement.

§2. Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état d'un immeuble ou partie d'immeuble visé ci-dessus pendant la période comprise entre deux constats successifs qui seront distincts d'une période minimale de 6 mois.

La période imposable est l'année au cours de laquelle le constat visé à l'article 5, § 2, ou un constat annuel postérieur à celui-ci, tel que visé à l'article 5§3 établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé maintenu en l'état, est dressé.

Article 2: La taxe est due par le titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier, ...) sur tout ou partie d'un immeuble inoccupé à la date du deuxième constat, ou, le cas échéant, de chaque constat postérieur à celui-ci.

La taxe ne sera pas due si l'immeuble a fait l'objet pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs d'un acte translatif de propriété.

En cas de pluralité de titulaires du droit réel de jouissance, chacun d'entre eux est solidairement redevable de la taxe.

Lorsqu'un immeuble appartient à plusieurs propriétaires en indivision, la taxe est portée au rôle au nom d'un ou plusieurs propriétaires, précédé du mot « indivision ».

Article 3: Le taux de la taxe est fixé à 150,00 € par mètre courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble bâti, tout mètre commencé étant dû en entier.

Par façade d'immeuble, il y a lieu d'entendre la façade principale c-à-d celle où se trouve la porte d'entrée principale.

Le montant de la taxe est obtenu comme suit: taux de la taxe multiplié par le résultat de l'addition du nombre de mètres courants de façade d'immeuble à chacun des niveaux inoccupés de l'immeuble, à l'exception des caves, sous-sols et combles non aménagés.

Article 4: Exonérations :

Ne donne pas lieu à la perception de la taxe, l'immeuble bâti inoccupé pour lequel le titulaire du droit réel de jouissance démontre que l'inoccupation est indépendante de sa volonté.

Sont également exonérés de la taxe :

1. les biens immeubles appartenant à un pouvoir public ou à un organisme d'utilité publique qui relèvent soit du domaine public soit du domaine privé mais affectés à un service d'utilité publique;
2. les immeubles accidentellement sinistrés depuis moins de trois ans à la date du deuxième constat;
3. les immeubles (hormis les immeubles frappés d'un arrêté d'inhabitabilité) qui ont fait l'objet pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs de travaux de réhabilitation ou d'achèvement, en vue de les rendre habitables ou exploitables, pour autant que le propriétaire puisse prouver par des factures acquittées que le montant des travaux susvisés est supérieur au montant de la taxe qui serait due;
4. les immeubles inoccupés par le résultat de la force majeure et notamment les immeubles frappés par les dispositions d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal;
5. lorsque le bien se trouve dans un périmètre de revitalisation urbaine;
6. lorsque l'immeuble (hormis les immeubles frappés d'un arrêté d'inhabitabilité) fait l'objet de travaux d'achèvement dûment autorisés par un permis d'urbanisme;
7. les immeubles, en ce compris ceux frappés par un arrêté d'inhabitabilité, qui font l'objet d'une convention de prise en gestion par un des opérateurs immobiliers suivants : un pouvoir local, une régie communale autonome, une agence immobilière sociale, une société de logement de service public ou une association de promotion du logement agréée par le Fonds du Logement, à condition qu'ils ne laissent pas perdurer l'état d'inoccupation au-delà de 12 mois.

La proposition à la vente ou à la location d'un immeuble inoccupé pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs, n'ouvre pas le droit à une quelconque exonération.

Article 5: L'administration communale appliquera la procédure de constat suivant :

- §1 a) Les fonctionnaires désignés par le Collège communal dressent un constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé.
- b) Le constat est notifié par voie recommandée au titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier, ...) sur tout ou partie de l'immeuble dans les trente jours.
- c) Le titulaire du droit réel de jouissance sur tout ou partie de l'immeuble peut apporter, par écrit, la preuve que l'immeuble a effectivement servi de logement ou de lieu d'exercice d'activités de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services aux fonctionnaires susmentionnés dans un délai de trente jours à dater de la notification visée au point b.

Lorsque les délais, visés aux points b et c, expirent un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

- §2 Un contrôle est effectué au moins six mois après l'établissement du constat visé au point a. Le titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier,...) dispose de trente jours après l'envoi du 2ème constat pour faire part de ses observations éventuelles.

Si, suite au contrôle visé à l'alinéa 1er du présent paragraphe, un second constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé est dressé, l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 1er, le titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier,...) disposera de trente jours pour faire part de ses remarques éventuelles ainsi que pour faire valoir ses droits aux exonérations prévues à l'article 4.

§3. La procédure d'établissement du second constat et des constats ultérieurs est réalisée conformément au §1er.

Article 6: La présente taxe est recouvrée par voie de rôle.

Article 7: Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 8: Dans l'hypothèse où le même bien pourrait également être soumis à la taxe sur les secondes résidences, seule la taxe sur les secondes résidences sera due.

Article 9: Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de sa publication

0053 N° 51.- REGIE COMMUNALE AUTONOME "Synergis" - Modifications des statuts - Approbation.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DECIDE :

- d'approuver les modifications aux statuts de la Régie communale autonome "Synergis" telles qu'adoptées par le Conseil d'administration en sa séance du 3 juillet 2012;
- d'adopter les statuts modifiés et repris en annexe de la présente délibération.

0054 N° 52.- CENTRE REGIONAL DE VERVIERS POUR L'INTEGRATION DES PERSONNES ETRANGERES OU D'ORIGINE ETRANGERE, A.S.B.L. - Modification des statuts - Approbation.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

APPROUVE

les modifications des statuts de l'A.S.B.L. "Centre Régional de Verviers pour l'Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (C.R.V.I.) et, en conséquence, le nouveau texte des statuts tel qu'annexé à la présente délibération.

0055 N° 53.- CENTRE REGIONAL DE VERVIERS POUR L'INTEGRATION DES PERSONNES ETRANGERES OU D'ORIGINE ETRANGERE, A.S.B.L. - Assemblée générale et Conseil d'administration - Remplacement des représentants du Conseil communal.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE :

- Mme CELIK Duygu, Conseillère communale, en remplacement de Mme VOISIN-DUPUIS;
- Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale, en remplacement de M. CANTELLA;
- Mme DEGIVES-RENIER Martine, Echevine-Conseillère communale, en remplacement de M. HALLEUX,

pour siéger à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. "Centre Régional de Verviers pour l'Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (C.R.V.I.);

PRESENTE :

- Mme CELIK Duygu, Conseillère communale, en remplacement de Mme VOISIN-DUPUIS;
 - Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale, en remplacement de M. CANTELLA;
 - Mme DEGIVES-RENIER Martine, Echevine-Conseillère communale, en remplacement de M. HALLEUX,
- en qualité de candidats en vue d'être désignés comme membres du Conseil d'administration de l'A.S.B.L. "Centre Régional de Verviers pour l'Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (C.R.V.I.).

0056 N° 54.- PLAN DE COHESION SOCIALE - Désignation de la présidence à la Commission d'accompagnement.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE

Mme RENIER Martine épouse DEGIVES, Echevine-Conseillère communale, en tant que présidente de la Commission d'accompagnement du Plan de Cohésion Sociale.

0057 N° 55.- RESEAU ASSUETUDES (RASSAEF), A.S.B.L. - Désignation des représentants à l'Assemblée générale et proposition du représentant appelé à siéger au Conseil d'administration.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE :

- Mme RENIER Martine épouse DEGIVES, Echevine-Conseillère communale, comme membre effective à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'A.S.B.L. "Réseau Assuétudes (RASSAEF)";
- M. MOSON Pierre, Echevin-Conseiller communal, comme membre suppléant à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. "Réseau Assuétudes (RASSAEF).

0058 N° 56.- PERSONNES HANDICAPEES - Charte d'engagement pour le respect de l'accessibilité et l'autonomie des personnes à mobilité réduite - Demande du Collectif Accessibilité Wallonie Bruxelles (CAWaB) - Adoption.

Entendu l'intervention de Mme DARRAJI, Conseillère communale (voir annexe pages 52 & 53);

Entendu la réponse de Mme la Présidente qui rappelle le classement du bâtiment;

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

ADOpte

la charte d'engagement pour le respect de l'accessibilité et l'autonomie des personnes à mobilité réduite dans les futurs espaces et les bâtiments communaux et de ce fait, approuve l'adhésion de la Ville.

0059 N° 57.- ENSEIGNEMENT MATERNEL ORDINAIRE - Organisation - Ouverture de trois demi-classes aux écoles des Hougnes, de Hodimont et de la place François Geron au 19 novembre 2012.

A l'unanimité des suffrages membres présents.

ARRETE :

Art. 1.- Une demi-classe maternelle supplémentaire est ouverte aux écoles des Hougnes, de Hodimont et de la place François Geron à partir du 19 novembre 2012.

0060 N° 58.- VERVIERS AU FILM DE L'EAU, A.S.B.L. - Désignation de nouveaux représentants de la Ville à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration.

Entendu l'intervention de M. MESTREZ, Conseiller communal, qui s'étonne de voir que l'on désigne des représentants alors que les déclarations dans la presse la semaine passée faisaient état de la suppression de la participation de la Ville dans ce projet. Il s'étonne que les administrateurs n'aient pas été consultés à ce sujet;
Entendu la réponse de M. BREUWER, Président du C.P.A.S., qui précise que des contacts ont été pris avec l'A.S.B.L. pour envisager l'avenir;
A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. DEGEY Maxime, Echevin-Conseiller communal;
 - M. PIRON Bernard, Chef de Groupe C.D.H.;
- en qualité de représentants de la Ville à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'A.S.B.L. "Verviers au Film de l'Eau".

0061 N° 59.- INHUMATIONS - Règlement-taxe pour la période 2013-2018 - Non approbation par l'Autorité de Tutelle - Modification.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

MODIFIE

l'article 3 du règlement sur les inhumations par le texte suivant :

" La taxe ne s'applique pas aux personnes inscrites dans les registres de " " la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente, aux " " indigents, aux personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire " " de la commune de Verviers, aux militaires et civils morts pour la " " patrie."

ARRETE

le règlement-taxe pour les inhumations dans les cimetières communaux pour la période 2013-20158 (voir annexe).

0062 N° 60.- PROGRAMME TRIENNAL 2007-2009 - Point 01/2008 - Amélioration de la voirie rue des Champs - Avenant n° 4 (travaux supplémentaires).

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 4 du marché "PROGRAMME TRIENNAL 2007-2009 - Point 01/2008 - Amélioration de la voirie rue des Champs" à la S.A. "Jobe", pour le montant de :

Travaux supplémentaires à charge de la Ville :

- Travaux en plus 17.738,81 €

- T.V.A. 3.725,15 €

TOTAL 21.463,96 €

- de marquer son accord sur le dépassement de plus de 10 % du marché attribué;
- de financer la dépense à charge du crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/735-60/21, qui sera financée par l'emprunt et les subsides.

0063 N° 61.- FONDS FEDER 2007-2013 - Portefeuille de projets "VERDI" - Projet P.1.3 - Réfection du chemin des Hautes-Mézelles et rond-point Martyr-Marteau-Pont des Récollets (ECP13030001488I) - Réfection des escaliers des Hautes-Mézelles (2ème partie) - CREDIT D'IMPULSION 2011 - Rue de Rome - Aménagement d'une zone de rencontre - DROIT DE TIRAGE 2010-2012 - Réfection extraordinaire des voiries (1ère phase) - Convention de marché conjoint pour la coordination de la réalisation des travaux en matière de sécurité et de santé - Approbation.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DECIDE :

Art. 1.- D'approuver la convention pour la coordination de la réalisation des travaux en matière de sécurité et de santé pour les dossiers :

- 1.- FONDS FEDER 2007-2013 - Portefeuille de projets "VERDI" - P.1.3 - Réfection du chemin des Hautes-Mézelles et rond-point Martyr-Marteau-Pont des Récollets (ECP13030001488I) - Réfection des escaliers des Hautes-Mézelles (2ème partie);
- 2.- CREDIT D'IMPULSION 2011 - Rue de Rome - Aménagement d'une zone de rencontre;
- 3.- DROIT DE TIRAGE 2010-2012 - Réfection extraordinaire des voiries (1ère phase).

Art. 2.- D'attribuer le marché à partir de l'adjudication-stock "coordinations sécurité-santé", dont le soumissionnaire a été désigné le 17 septembre 2010 par le Collège communal, sur base du cahier spécial des charges arrêté par la délibération du Conseil communal du 31 mai 2010.

Art. 3.- De financer la dépense dont le montant figure à la proposition du budget ordinaire 2013, non encore approuvé par le Conseil communal, à l'allocation 421/123-48/01.

0064

N° 62.- FONDS FEDER 2007-2013 - Portefeuille de projets "VERDI" - P.1.1 - Revitalisation urbaine Spintay - Partie A (ECP13030001493C) - Amélioration de l'éclairage public du parking des Récollets - Décision de principe.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DECIDE :

Art. 1.- D'élaborer un projet d'amélioration de l'éclairage public du parking des Récollets - Projet P.1.1 - Revitalisation urbaine Spintay - Partie A (ECP13030001493C) à Verviers pour un budget estimé provisoirement à 99.116,83 € hors T.V.A. ou 119.931,36 € T.V.A. compise.

Art. 2.- De confier à l'Intercommunale "Intermosane", en vertu des articles 3, 8 et 40 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

- 2.1. la réalisation des études requises pour l'élaboration du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public;
- 2.2. l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet;
- 2.3. l'assistance à l'exécution et à la surveillance des marchés de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers.

Art. 3.- Pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par l'Intercommunale "Intermosane" en sa qualité de centrale des marchés.

Art. 4.- De prendre en charge les frais exposés par l'Intercommunale "Intermosane" dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers...). Ces frais seront facturés par le G.R.D. au taux de 16,5 % appliqué sur le montant total du projet majoré de la T.V.A.

Art. 5.- De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Art. 6.- De transmettre la présente délibération à l'Intercommunale "Intermosane" pour dispositions à prendre, ainsi qu'au pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle - Routes et Bâtiments - D.G.O.4. - Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, pour information.

Art. 7.- D'imputer la dépense sur l'allocation 421/735-60/09 figurant à la proposition du budget extraordinaire 2013, non encore approuvé par le Conseil communal et financée par emprunt et subsides (90 %).

0065 N° 63.- FONDS FEDER 2007-2013 - Portefeuille de projets "VERDI" - P.1.1 - Revitalisation urbaine Spintay - Partie A (ECP13030001493C) - Amélioration de l'éclairage public du parking des Récollets - Projet - Fixation des conditions de marché.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

Art. 1.- D'approuver le projet d'amélioration de l'éclairage public du parking des Récollets - Projet P.1.1 - Revitalisation urbaine Spintay - Partie A (ECP13030001493C) pour le montant estimatif de 99.116,83 €, hors T.V.A., ou 119.931,36 €, T.V.A. comprise, et comprenant l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux, les prestations du G.R.D. et la T.V.A..

Art. 2.- De solliciter auprès du Service public de Wallonie - D.G.O.4 - les subsides accordées dans le cadre des Fonds FEDER 2007-2013 - Portefeuille de projets "VERDI" - P.1.1 (ECP13030001493C).

Art. 3.- Que la dépense sera imputée sur l'article 421/735-60/09 dont le montant figure à la proposition du budget extraordinaire 2013, non encore approuvé par le Conseil communal et financée par emprunt et subsides (90 %).

Art. 4.- De lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé de 46.560,00 €, hors T.V.A., par procédure négociée sans publicité préalable sur base de l'article 17 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 5.- D'approuver le cahier spécial des charges, les plans et les documents du marché (plans, annexes, modèles d'offres) présentés, relatifs à ce marché de fournitures.

Art. 6.- D'acter la décision du Collège communal du 11 janvier 2013 d'arrêter la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

- Lot 1 : ensembles urbains :
 - S.A. SCHREDER, Zoning Industriel, rue du Tronquoy n° 10 à 5380 Fernelmont;
 - FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE, rue des 3 Frères Servais n° 44 à 5190 à Jemeppe-Sur-Sambre;
 - MOONLIGHT DESIGN, Jetsesteenweg n° 409 à 1090 Bruxelles;
- Lot 2 : appareils équipés de diodes électrolumineuses :
 - FLED, rue Chermont n° 45 à 4051 Vaux-Sous-Chevremont;
 - ARTHOS TECHNICS, le Marais n° 12A à 4530 Villers-Le-Bouillet;
 - LEC LYON, rue de la Part-Dieu n° 6 à 69003 Lyon (France).
- Lot 3 : "main courante" équipée de diodes électrolumineuses :
 - FLED, rue Chermont n° 45 à 4051 Vaux-Sous-Chevremont;
 - ARTHOS TECHNICS, le Marais n° 12A à 4530 Villers-Le-Bouillet;
 - LEC LYON, rue de la Part-Dieu n° 6 à 69003 Lyon (France);

Art. 7.- Concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir aux Ets S.A. Jacobs, désigné dans le cadre du marché pluri-annuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la région administrative de Liège, chargée du suivi des travaux, notamment pour la Verviers pour un montant de 250.000,00 €, conclu par l'Intercommunale "Intermosane" en date du 1er janvier 2012 et ce, pour une durée de 2 ans.

Art. 8.- De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Art. 9.- De transmettre la présente délibération aux pouvoirs subsidiaires (S.P.W. et Tutelle) et à l'Intercommunale "Intermosane" pour dispositions à prendre.

0066 N° 64.- BIENS COMMUNAUX - Parcelles rue du Bassin cadastrées 7ème division, section B, partie n° 111K et n° 110 R - Echange de terrains avec soulte entre la Ville et Intermosane - Projet d'acte - Approbation.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

- d'aliéner de gré à gré au profit d'Intermosane, une emprise de terrain de 34m² cadastré 7ème Division, Section B, n° 111K, au prix de 1.760,00 €, pour cause d'utilité publique;
- d'acquérir la parcelle cadastrée 7ème division, Section B, n° 110 R, au prix de 3.420 €, pour cause d'utilité publique;
- d'imputer cette dépense sur le crédit 930/711-60/-06 et la recette sur l'allocation 930/761-56/01.

0067 N° 65.- BIENS COMMUNAUX - Terrain sis route de la Ferme Modèle n° +110 - Emprise - Aliénation de gré à gré à Intermosane en vue d'y construire une cabine électrique - Projet d'acte - Approbation.

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DECIDE :

- d'aliéner de gré à gré au profit d'Intermosane, une emprise de terrain de 36m² cadastré 6ème Division, Section A, n° 22W3, au prix de 3.840,00 € pour cause d'utilité publique;
- d'inscrire le produit de la vente en recette sous l'allocation 930/761-58 du budget communal de 2013;
- d'approuver le projet d'acte et de charger le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège de la signature de l'acte.

0068 N° 66.- BIENS COMMUNAUX - Bâtiment "La Tourelle" et partie du parc communal, rue du Parc - Bail emphytéotique - Résiliation - Approbation.

Entendu l'intervention de M. KRIESCHER, Conseiller communal (voir annexe page 53);

Entendu la réponse de M. LEGROS, Echevin, qui précise que le point a été examiné au Collège et que la réflexion est en cours;

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

APPROUVE

le projet de convention de résiliation du bail d'emphytéotique conclu entre la Ville et M. KRICKEL en date du 1er février 2013, pour cause d'utilité publique.

0069 N° 67.- PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA NATURE (P.C.D.N.) - Comité de Gestion - Renouvellement des représentants.

A l'unanimité des membres présents,

PREND ACTE

du fait que la Présidence du Comité de Gestion du Plan Communal de Développement de la Nature (P.C.D.N.) revient de droit à M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;

A l'unanimité des suffrages des membres présents,

DESIGNE :

- M. PIRON Bernard, Conseiller communal;
- M. CARTON Bernard, Conseiller communal;

- M. VROMEN Pierre-Yves, Conseiller communal;
 - M. NAJI Said, Conseiller communal;
 - M. KRIESCHER Philippe, Conseiller communal,
- en qualité de membres du Comité de Gestion du Plan Communal de Développement de la Nature (P.C.D.N.).

0070 N° 68.- FONDS FEDER 2007-2013 - Convention de partenariat avec la Commune de Dison - Désignation des quatre représentants de la Ville au Comité de gestion.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE :

- M. LEGROS Jean-Marie, Echevin-Conseiller communal;
 - M. BREUWER Alfred, Président du C.P.A.S.;
 - M. BEN ACHOUR Malik, Conseiller communal;
 - Mme TARGNION Muriel, Conseillère communale,
- en qualité de membre du Comité de gestion mis en place par la convention de partenariat entre la Ville et la Commune de Dison. Ces désignations prennent effet le jour de leur désignation et sont valides jusqu'au terme prévu par la convention de partenariat.

0071 N° 69.- CULTES - Eglise Saint-Joseph (Verviers) - Budget 2013 - Avis à émettre.

Par 20 voix et 14 abstentions.

EMET UN AVIS FAVORABLE

à l'approbation du budget 2013 de l'église Saint-Joseph (Verviers).

N° 70.- CULTES -

- 0072 a.- Eglise Saint-Bernard -**
 - 0073 b.- Eglise Saint-Hubert -**
 - 0074 c.- Eglise Saint-Jean-Baptiste (Surdents) -**
 - 0075 d.- Eglise Saint-Joseph (Manaihan) -**
 - 0076 e.- Eglise Sainte-Julienne -**
 - 0077 f.- Eglise Saint-Martin -**
 - 0078 g.- Eglise Saint-Remacle -**
 - 0079 h.- Eglise Saint-Roch -**
 - 0080 i.- Eglise Notre-Dame des Récollets -**
- Budgets 2012 - Modifications n° 1 - Avis à émettre.**

Par 20 voix et 14 abstentions.

EMET UN AVIS FAVORABLE

à l'approbation des modifications n° 1 apportées par les Conseils de fabrique des églises précitées à leur budget 2012.

N° 71.- CULTES -

- 0081 a.- Eglise Saint-Antoine/Saint-Hubert -**
 - 0082 b.- Eglise Saint-Nicolas -**
- Budgets 2012 - Modifications n° 2 - Avis à émettre.**

Par 20 voix et 14 abstentions.

EMET UN AVIS FAVORABLE

à l'approbation des modifications n° 2 apportées par les Conseils de fabrique des églises précitées à leur budget 2012.

0083 N° 72.- RELAIS SOCIAL URBAIN - Remplacement des représentants de la Ville à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration.

A l'unanimité des suffrages des membres présents.

DESIGNE :

- en qualité de représentant à l'Assemblée générale de l'association "Relais Social de Verviers" :

- M. NYSSSEN Didier, Conseiller communal, en remplacement de Mme VOISIN-DUPUIS;
- Mme RENIER Martine épouse DEGIVES, Echevine-Conseillère communale, en remplacement de M. DUKERS;
- Mme GILSON Céline, Conseillère communale, en remplacement de M. PIRON;
- en qualité de représentant au Conseil d'administration de l'association "Relais Social de Verviers" :
 - M. NYSSSEN Didier, Conseiller communal;
 - Mme RENIER Martine épouse DEGIVES, Echevine-Conseillère communale.

0084

N° 73^A. - MOBILITE - Installation du système de voitures partagées Cambio à Verviers : état d'avancement du dossier - Point inscrit à la demande de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO.

A l'unanimité des membres présents.

ENTEND :

- l'intervention de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO (*voir annexe pages 53 & 54*);
- la réponse de M. PITANCE, Echevin (*voir annexe page 55*);
- l'intervention de M. BEN ACHOUR, Conseiller communal, qui rappelle l'historique du point, au temps où il était Echevin de la Mobilité.

Questions orales de M. ISTASSE, Conseiller communal, à Mme VAN HEES-LUYPAERTS, Echevine, sur les infrastructures culturelles de la Ville.

Entendu les questions orales de M. ISTASSE, Conseiller communal (*voir annexe pages 56 & 57*);
 Entendu la réponse de Mme VAN HEES-LUYPAERTS, Echevine (*voir annexe pages 58 à 63*);
 Entendu l'intervention de M. ISTASSE qui estime que Mme l'Echevine est volontairement désagréable alors que les questions lui paraissaient naïves. Il estime qu'il revient simplement sur des détails de la déclaration de politique générale de la Ville. Pour le C.C.R.V., il attendra que Mme l'Echevine en soit la Présidente. Il est heureux de voir que le C.C.R.V. est toujours, aujourd'hui, un centre culturel régional de catégorie 1 et il estime avoir fait beaucoup pour cela. Le déficit de l'institution était parfaitement connu du Collège précédent et la R.C.A. devait prendre en partie en charge le déficit de la gestion du bâtiment obsolète. Si un dossier est prioritaire c'est bien celui de la rénovation du Grand Théâtre rappelle-t-il. Il avait l'espoir de le mener à terme et, si la Majorité veut y arriver, ce sera avec l'aide de tous et surtout dans les relations à entretenir avec la Fédération Wallonie-Bruxelles mais bien au-delà, notamment l'Union Européenne;

Entendu l'intervention de Mme la Présidente.

Questions orales de M. NYSSSEN, Conseiller communal, à M. DEGEY, Echevin, sur la problématique des avantages sociaux entre les écoles libres et l'administration communale.

Entendu la question orale de M. NYSSSEN, Conseiller communal (*voir annexe pages 64 & 65*);
 Entendu la réponse de M. BREUWER, Président du C.P.A.S. (*voir annexe pages 68 à 68*).

Question orale de Mme CELIK, Conseillère communale, à M. le Bourgmestre sur les relations de la Ville avec l'A.S.B.L. "Lire & Ecrire".

Entendu la question orale de Mme CELIK, Conseillère communale (*voir annexe page 69*);
 Entendu la réponse de M. le Bourgmestre qui demande à la Conseillère de ne pas modifier la question initialement adressée au Secrétaire communal.
 Il rappelle le contenu de la D.P.G., document commun au C.D.H. et au M.R. Cette D.P.G. prévoit d'améliorer les relations avec le secteur associatif pour augmenter l'efficacité et ainsi rassembler un maximum de forces dans le bien public.

Les principes de la Charte associative disent que le pouvoir public et le secteur associatif peuvent concourir à des missions d'intérêt public par complémentarité dans un but commun. On tente ici de mettre en œuvre tous les moyens pour permettre à tous d'avoir accès aux services publics et, par là, l'apprentissage du français est fondamental. La Majorité a la volonté de pouvoir renforcer la Charte associative pour définir la bonne distance entre les uns et les autres, dans le respect de chacun et dans un objectif commun.

Le rapport entre la commune et l'associatif doit être une façon de travailler de manière transversale. Tant que l'on n'aura pas défini les rapports de chacun au travers de la Charte associative, nous aurons sans doute des difficultés par rapport à certaines situations particulières.

Il précise qu'il n'y a pas de rupture entre le monde associatif et la Majorité communale.

Question orale de Mme DUMOULIN, conseillère communale, à M. le Bourgmestre sur la bonne gouvernance dans le fonctionnement du Conseil communal et le travail des Conseillers communaux.

Entendu la question orale de Mme DUMOULIN, Chef de Groupe ECOLO (*voir annexe page 54*);

Entendu la réponse de M. le Bourgmestre (*voir annexe pages 70 & 71*).

LA SEANCE PUBLIQUE EST LEVEE A 21 HEURES 15.

ELLE EST REPRISE IMMEDIATEMENT A HUIS CLOS.

LA SEANCE EST DEFINITIVEMENT LEVEE A 21 HEURES 30.

Est approuvé, en cette séance du 25 mars 2013, le procès-verbal ci-dessus tel qu'il est rédigé.

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

P. DEMOLIN

M. ELSÉN